



Louis Vogel : « Le grand emprunt manque de vision politique »

Le président de la Conférence des présidents d'université critique le grand emprunt, « trop peu visionnaire et très partiel »

Entretien

Après la loi d'autonomie de l'université, en 2007, et le lancement du plan de rénovation des campus, fin 2008, les « investissements d'avenir » – permis grâce au grand emprunt – sont en train de définir la carte universitaire française des vingt prochaines années.

Pour Louis Vogel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU) et patron de l'université parisienne Panthéon-Assas, le gouvernement a rendu illisible le processus d'allocation des milliards d'euros de dotation en capital promis. Il est temps, estime-t-il, d'associer les universités et de « corriger les déséquilibres » qui sont en train de naître.

Fin mars, le gouvernement a dévoilé les cent lauréats des « laboratoires d'excellence » (labex) qui se partageront 1 milliard d'euros de capital. Quel premier bilan tirez-vous du grand emprunt ?

Avec les laboratoires d'excellence, c'est 40 millions d'euros par an qui seront investis dans les universités. C'est exceptionnel ! Cette démarche des investissements d'avenir est très novatrice. Et les universitaires se sont largement mobilisés. Mais il existe un fort risque de démobilitation, après les résultats des premiers appels d'offres.

Pourquoi ?

L'Etat a donné peu de temps

aux universitaires pour boucler leurs projets. Nous aurions dû pouvoir disposer de plus de temps pour élaborer ces projets stratégiques à dix ou vingt ans.

De plus, en décidant de multiplier des appels d'offres spécifiques, le gouvernement a rendu le processus compliqué et peu lisible. N'aurait-il pas mieux valu deux ou trois appels d'offres globaux et faire confiance aux universités pour financer elles-mêmes leurs projets d'excellence ?

Les résultats des laboratoires d'excellence vous satisfont-ils ?

Ils sont inexplicables pour certains universitaires. Le seul critère sur lequel on a demandé au jury de se prononcer était le critère d'excellence scientifique. Ce que les jurys internationaux ont jugé, et, dans l'ensemble, bien jugé. Mais c'est un choix qui peut être discuté. Il a abouti à une « photographie » de l'état des forces scientifiques françaises actuelles, et non à une vision prospective de la recherche à vingt ans.

Les lauréats se concentrent en région parisienne, en Alsace, en Rhône-Alpes et un peu dans le Sud. En revanche, le Grand Ouest, une partie de l'Est ou le nord de la France sont désertés. Le grand emprunt, comme il est aujourd'hui envisagé, désavantage de fait les centres de recherche en devenir, les équipes prometteuses des différentes universités.

L'objectif du grand emprunt était bien de renforcer des pôles de stature mondiale et de renon-

cer au « saupoudrage »... Seriez-vous opposé à cette logique ?

J'appelle simplement le gouvernement à prendre ses responsabilités politiques et à investir aussi dans les zones d'avenir. Le processus choisi ignore le travail en réseau. Prenez le Grand Ouest : les établissements y sont dispersés. Il n'y aura jamais une seule grande université sur un seul des sites. Le gouvernement aurait pu conseiller aux jurys, en toute transparence, de financer des « réseaux universitaires » en plus des sites d'excellence.

De même, regardez les universités en cours de fusion, comme Aix-Marseille ou la Lorraine. Elles n'ont pas été valorisées par les jurys. C'est contradictoire avec le message que porte le gouvernement. Enfin, au niveau disciplinaire, des pans entiers de recherche ont été ignorés. Le droit, les lettres, la gestion se retrouvent dans de très rares laboratoires d'excellence. Pourquoi ? Parce que ces disciplines ne travaillent pas comme les sciences dures, et ne peuvent donc répondre à des appels d'offres préparés pour elles.

Là aussi, le gouvernement aurait dû indiquer ses priorités aux jurys. Il manque du « politique » dans le processus de décision du grand emprunt.

Appelez-vous à une remise à plat du grand emprunt ?

Il s'agit d'une première étape d'un processus encore en cours. Mais je pense que les appels d'offres à venir doivent être revus. Il

faut offrir à tous des possibilités d'obtenir des fonds. Nous aurions pu le dire tout de suite, si nous avions été consultés dès le lancement du grand emprunt.

Ainsi, pourquoi n'existe-t-il aucun appel d'offres consacré à des innovations pédagogiques ? Cette dimension aurait pu toucher toutes les universités. Or, les enjeux de formation correspondent aussi à une de nos missions essentielles. Si l'on ne corrige pas les déséquilibres actuels, il y aura beaucoup de déception.

Le grand emprunt et votre nouvelle autonomie font-elles finalement bon ménage ?

C'est une vraie difficulté. Dans une université, le risque est d'avoir une rupture entre les secteurs financés par le grand emprunt et le reste. En effet, le gouvernement nous impose une « gouvernance » spécifique pour les projets bénéficiant de fonds... C'est un vrai risque de désintégration. Cependant, l'autonomie et le grand emprunt participent d'une redynamisation des universités – qui a pour objectif d'attirer de nouveaux étudiants, d'améliorer leur formation, leurs conditions de travail. Tous ces investissements sont faits pour nos étudiants : c'est pour cela que ce sont des investissements d'avenir. ■

Propos recueillis par Philippe Jacqué

Un « président des présidents » d'université flamboyant

Profil

AVEC SON sourire toujours de mise, il détonne un peu dans le milieu universitaire. Mais Louis Vogel, le président de l'université Panthéon-Assas (Paris-II) et de la conférence des présidents d'université (CPU), est aussi brillant, séducteur que fin politique.

Avocat d'affaires associé – fondateur du cabinet Vogel et Vogel –, enregistré aux barreaux de

Paris et de New York, ce spécialiste du droit de la concurrence a ravi la présidence de son université en 2006, alors que personne n'aurait parié sur ce challenger.

Depuis, il a changé radicalement l'image de la très conservatrice Paris-II, en expérimentant à tout-va. Il a créé un collège de droit pour attirer les bons étudiants en s'associant avec Paris-IV et Paris-VI dans le pôle universitaire Paris-Sorbonne. Son expérience

parisienne, ainsi qu'un petit essai sorti à la rentrée 2010, intitulé *L'Université, une chance pour la France* (PUF), lui ont donné une stature nationale.

Cela lui a aussi permis de ravir la présidence de la CPU, le 16 décembre 2010, au nez et à la barbe d'Alain Beretz, président de Strasbourg. Là aussi, il a bluffé les sceptiques. Arrivé dans la campagne deux semaines avant les élections, il a présenté un ticket avec la bouillonnante Anne Fraïsse, pré-

sidente du Syndicat national de l'enseignement supérieur de Montpellier-III, et le mesuré Yvon Berland d'Aix-Marseille-II, proche de l'UMP. « Avec son talent de bateleur, son envie de gagner, il a séduit des présidents qui aiment être flattés, remarque un observateur avant de prévenir : *derrière son sourire, il peut être sans pitié pour obtenir ce qu'il veut.* » ■

Ph. J.